

Cachez ces migrants que je ne saurais voir

- Le Premier ministre hongrois a entamé mardi son quatrième mandat.
- Viktor Orban reste attaché à son discours xénophobe.
- François Crépeau, ancien rapporteur de l'Onu sur les droits de l'homme, pointe l'hypocrisie des populistes à l'égard de l'immigration.

“Les populistes ont besoin que les migrants soient là pour dire qu’il ne faudrait pas qu’ils soient là.”

François Crépeau

Rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'homme et des migrants de 2011 à 2017.

Rencontre Maria Udrescu

Ce mardi, le Premier ministre hongrois Viktor Orban entame un quatrième mandat à la tête de son empire illibéral, bâti notamment sur une rhétorique xénophobe. *“Pas un seul centime ne doit être donné pour les migrants”*, tranchait-il dès vendredi, en prenant position sur le budget européen post-2020 qui entend débloquer des moyens pour l'intégration des migrants. “Viktator” entend bien entretenir le mythe qui a consolidé son pouvoir : celui de la *“menace migratoire”* qui pèserait sur le peuple hongrois, dernier rempart face à une islamisation programmée par le philanthrope américain George Soros et l'Union européenne. S'il s'érige en ennemi des *“dangereux illégaux”* qui *“s'infiltrent”* sur le territoire *“chrétien”* du Vieux Continent, Viktor Orban ne sait que trop bien que sa pérennité politique, il la doit à ces migrants visibles mais inaudibles, différents, méconnus, et donc victimes idéales de son discours.

“Le populisme a besoin d'une crise”

Ladite crise migratoire qui a explosé en 2015 était la dernière pièce qui manquait au puzzle de la rhétorique nationaliste de Viktor Orban.

“Les populistes ont besoin d'une crise, ils ont besoin que les migrants soient là pour dire qu'il ne faudrait pas

qu'ils soient là. Et comme c'est une crise qui ne se résout pas parce qu'il n'y a personne pour la résoudre, c'est un élément parfait du point de vue électoral”, regrette François Crépeau, de l'Université McGill au Canada. Présent en Belgique de janvier à juin 2018,

en tant qu'invité de l'Université catholique de Louvain, ce professeur de droit nous a expliqué en quoi le contrôle de la migration et l'hospitalité sont loin d'être des concepts contradictoires.

En tant que rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et des migrants de 2011 à 2017, il a pu observer de près les ravages de l'hypocrisie des politiciens européens – hypocrisie qui est donc loin d'être l'adage du seul Viktor Orban – et de l'incapacité actuelle des Etats membres à assumer leurs responsabilités pour gérer, humainement et rationnellement, les arrivées sur leur territoire. Si la protection des individus fuyant les persécutions et les guerres n'est pas remise en cause – encore que l'accord de l'UE avec Ankara implique le renvoi de réfugiés en Turquie –, on se veut intraitable avec les migrants économiques.

Aujourd'hui plus qu'hier, et plus uniquement pour l'extrême droite, l'heure est à la fermeture des frontières, à la fermeté des politiques d'immigration, au renvoi des *“illégaux”* dans leur pays d'origine, à la protection des intérêts des Européens qui serait inconciliable avec la

préservation de ceux des migrants. Ce, alors que *“si tous les migrants partaient aujourd'hui, il n'y aurait plus de restaurants, de constructions, d'agriculture. Tous ces gens remplissent des fonctions économiques énormes. Ils ne viendraient pas s'il n'y avait pas d'emplois pour eux. Il y a des millions d'employeurs européens qui les attendent”*.

En mars dernier, la chaîne CNN s'est penchée sur le sort des travailleurs migrants dans la région des Pouilles, talon de la botte italienne. L'on y apprend que, d'après le plus grand syndicat du pays, le CGIL, ils seraient plus de 12 000 à s'échiner dans des champs de tomates, dans des conditions atroces. De fait, explique l'ancien rapporteur de l'Onu, *“des travailleurs migrants subsahariens en Italie sont payés 20 euros pour 10 heures de ramassage des tomates en juillet. Et ça, c'est quand le patron Mario vient payer, parce que parfois Mario oublie de passer. Et la nuit, ils sont 250 à dormir dans trois petites maisons unifamiliales pour lesquelles ils paient en plus un loyer”*.

Mais le reportage de CNN n'a pas fait de vagues, pas plus que les centaines d'autres articles, rapports et documentaires qui l'ont précédé. *“Tout cela est documenté. On le sait. Mais personne ne fait rien. Parce que le fermier italien est content de payer moins cher ses travailleurs, le maire du village de récolter des impôts locaux, le ministre des Finances de collecter des impôts nationaux, le ministre du Commerce de voir que la tomate italienne s'exporte, et le Premier ministre de pouvoir dire que l'économie tourne. Tout le monde est content et donc personne ne se plaint.”* Personne, pas même les migrants, condamnés à faire profil bas, à se rendre invisibles aux yeux des autorités, au point d'être complètement absents d'un débat public pourtant focalisé sur leur présence.

“Si vous ne votez pas, vos droits ne sont pas protégés”

En effet, si les dirigeants politiques ne cessent de parler des migrants, ils ne s'adressent jamais à ces derniers. *“La démocratie électorale est fondée sur l'incitatif électoral. Mais le problème des politiques migratoires, c'est que les principales personnes concernées ne peuvent donner aucun incitatif électoral, ni punir, ni récompenser les politiciens. Ça, c'est une limite structurelle de la démocratie électorale : si vous ne votez pas, vos droits ne sont pas protégés. Donc nous avons des politiques qui sont faites par des non-migrants pour des non-migrants. Et donc on a des politiques migratoires fondées sur des fantasmes, des stéréotypes, des*

peurs qui n'ont rien à voir avec la réalité.”

Car dans la réalité, *“lorsqu'un politicien dit qu'il veut fermer les frontières, on lui chuchote à l'oreille 'oui mais pas trop'. Avec la mondialisation, on a délocalisé tout ce qui était délocalisable. Mais cela n'est pas possible pour l'agriculture, la construction, l'Horeca, les soins à domicile ou institutionnels, la pêche, les mines. Et donc dans ces domaines qui ne sont pas délocalisables, on a délocalisé les conditions de travail du Sud vers le Nord. 20 euros pour 10 heures de travail, c'est le tarif d'une journée de travail à Bamako”*.

L'Europe forteresse, un changement de politique

La précarisation des migrants, l'Europe y a elle-même contribué indirectement à coup de politiques irréflechies et inefficaces, selon le P^r Crépeau. Tout comme à la décision de milliers de personnes de faire appel à des passeurs pour rejoindre l'UE. En effet, il fut une époque où le Vieux Continent ne cherchait pas à tout prix à fermer ses portes. D'ailleurs, l'expression “Europe forteresse” n'apparaît qu'à la fin des années 1990, justement pour décrire un changement dans sa politique migratoire. *“Des millions de Nord-Africains et de Turcs sont entrés en Europe dans les années 50 et 60”,* rappelle M. Crépeau. *“Personne ne mourait, il n'y avait pas de passeurs. On entrait en Europe en présentant un passeport, parfois il fallait un visa. Arrivé à Paris, on cherchait un emploi, on allait aux usines Renault, puis à la préfecture avec son contrat, on changeait son visa en permis de travail, ça prenait 24 h. C'était une mobilité contrôlée, gouvernée, gérée.”*

Mais ceux qui ont contribué toute une vie à la prospérité européenne sont, par temps difficiles, devenus des intrus à expulser, notamment après les chocs pétroliers des années 1970. Ainsi, le secrétaire d'Etat français Lionel Stoléru feignait-il d'offrir la solution au malheur des Français en incitant les immigrés à retourner dans leur pays. *“On a voulu qu'ils rentrent chez eux et les Etats ont commencé à fermer leurs frontières”,* explique M. Crépeau. *“On ne s'est absolument pas rendu compte qu'en érigeant des barrières, on allait créer un espace clandestin pour les mafias, les passeurs. Si vous refusez de reconnaître qu'il y a un besoin de partir et un besoin d'embaucher, et que vous mettez une barrière entre ces deux besoins, vous créez de toutes pièces un marché clandestin. S'ils ne veulent pas que les gens pani-*

***“Si vous refusez
de reconnaître
qu'il y a un besoin
de partir et un
besoin d'embaucher,
et que vous mettez
une barrière entre
ces deux besoins,
vous créez un
marché clandestin.”***

François Crépeau

Rapporteur spécial des Nations
unies pour les droits
de l'homme et des migrants
de 2011 à 2017.

quent, les Etats doivent reprendre ce marché en main, augmenter le nombre de visas disponibles et, aussi, prévoir de la main-d'œuvre, pour des projets envisagés à long terme. Le problème est que, dans le domaine de la migration, on s'arrête à demain. Il faut des gens pour ramasser des tomates demain et il faut les renvoyer après-demain. Et on n'arrive pas à sortir de cette logique populiste."

"Il n'y a pas de crise"

Pire, l'UE y fonce tête baissée, en fermant les yeux sur les conséquences de sa politique. "Il n'y a plus de crise", peut-on entendre à chaque fois que la migration est mise sur la table des débats européens. Il est vrai, de 1 822 177 en 2015, le nombre de franchissements illégaux des frontières est tombé à moins de 204 300 en 2017. L'ironie, souligne M. Crépeau, est que "cela correspond au chiffre de 2013, quand on estimait déjà que c'était la crise". Et d'ajouter: "En fait, ils ont raison. Il n'y a pas de crise. Chaque année, il y a plus de 700 millions d'entrées sur le territoire de l'UE, dont 250 000 migrants (0,3%). Sauf qu'il y a encore un double discours. Au niveau national, certains disent que c'est la catastrophe, qu'il faut construire des murs, qu'on ne veut pas de migrants. Au niveau européen, on dit qu'il n'y a pas de crise et on laisse la main aux dirigeants nationaux".

De fait, "la politique migratoire au sein de l'UE est la première qui a complètement échappé à la Commission. La gardienne des traités, celle qui doit protéger l'intérêt communautaire et initier des législations, ne fait que mettre en œuvre les décisions du Conseil, qui n'est qu'une

collection des intérêts particuliers. On a une structure communautaire qui ne fonctionne pas". Depuis l'échec du système de répartition des réfugiés entre les Etats membres qui a failli avoir raison de l'unité européenne, la Commission tente de favoriser le consensus. Résultat: le sujet explosif d'une politique migratoire européenne est écarté des débats à la faveur de l'aspect "externe" de la migration – entendez: la délocalisation de la gestion vers les pays d'origine ou de transit. "Le président français Emmanuel Macron et la chancelière Angela Merkel font faire par Bruxelles en Afrique ce qui ne fonctionne pas en Europe: des blocages migratoires, entre le Mali, le Sahara, la Libye. Emmanuel Macron s'est félicité d'avoir retiré des mains des esclavagistes libyens ces pauvres gens d'Afrique, alors que la stratégie était justement de bloquer ces gens en Libye."

Face à ce spectacle, les populistes et nationalistes des quatre coins du continent se sentent pousser des ailes, essayant, avec toujours plus de virulence, de distiller la haine de l'autre et de poser leur empreinte même sur les politiques traditionnelles. Mais pour François Crépeau, "le populisme ambiant est une réaction d'arrière-garde. Ils savent qu'ils ont perdu la guerre, mais ils gagnent encore des batailles. C'est le chant du cygne, c'est la fin d'une génération qui n'a pas compris. Nos sociétés sont de plus en plus diversifiées et de plus en plus mobiles. De toute façon, ceci est et sera la réalité".

Pendant que Viktor Orban inaugurerait son mandat ce mardi, l'autre Hongrie, celle qui aspire à plus de démocratie, de libertés et d'humanité, battait le pavé sous le mot d'ordre: "Nous sommes la majorité".